

**Actes du Colloque international de Meknès**

**17-19 mars 2011**

**VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION DANS LES PAYS DU SUD**

**SÉANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE  
SCIENTIFIQUE DU COLLOQUE**

Président : Pierre SIGNOLES

Université de Tours, CITERES UMR 6173 – Équipe Monde  
Arabe et Méditerranée (EMAM)

Rapporteur : Abdeldaker CHARBA

Faculté des Sciences Juridiques Économiques et Sociales de  
Meknès, Université Moulay Ismaïl

# Discours introductif

**Pierre SIGNOLES**

Professeur émérite, Université François-Rabelais de Tours

France

La séance d'ouverture du Colloque « Vieillessement de la population dans les pays du Sud : famille, conditions de vie, solidarités publiques et privées ... État des lieux et perspectives », que ses organisateurs m'ont fait l'honneur de me demander de présider, a été conçue pour permettre à deux personnalités scientifiques de prononcer, chacune, une conférence introductive aux fins de fixer le cadre général de nos travaux. Ces conférences introductives seront prononcées par M. Youssef COURBAGE, Directeur de recherches à l'Institut National d'Études Démographiques (Paris), puis M. Michel LORIAUX, Professeur à l'Université Catholique de Louvain.

En guise d'introduction très générale à cette séance, je voudrais noter, pour commencer, un double paradoxe. Il s'agit d'abord du fait de tenir un Colloque consacré au vieillissement dans un pays « jeune » tel que le Maroc ; et, en second lieu, de le tenir maintenant. D'un côté, en effet, on considère généralement que, au plan démographique, le Maroc se caractérise plus par la part élevée des jeunes dans sa population (conséquence d'une fécondité qui s'est établie pendant longtemps à un haut niveau, particulièrement en milieu rural) que par l'importance de la part de sa population âgée. Au point que, pour les responsables politiques du pays, la surreprésentation des jeunes dans la pyramide des âges a toujours été considérée – et est encore aujourd'hui considérée – comme une contrainte forte, du fait qu'elle impose de lourds et permanents investissements particulièrement en matière d'équipements socio-éducatifs, mais aussi comme un risque, surtout à partir du moment où cette jeunesse éduquée, scolarisée et diplômée ne trouve pas d'emplois correspondants à ses attentes sur le marché du travail (le « fameux » problème des diplômés-chômeurs). D'un autre côté, quand nous disons « maintenant », nous voulons dire en ce moment du « printemps arabe », où les « révolutions » (avec ou sans guillemets) en cours révèlent, si l'on en croit la plupart des analystes, le rôle déterminant qu'y jouent (ou qu'y ont joué) les « jeunes », avec leurs frustrations, leur volonté de changement, leurs nouvelles manières de communiquer et de mobiliser via Internet ou les réseaux sociaux.

À vrai dire, ce double paradoxe n'est qu'apparent, du moins si l'on partage la manière, ramassée et plutôt percutante dont Youssef Courbage interroge la relation entre démographie et politique. Ce chercheur, en effet, déclarait au journal « Le Monde » au début de l'année 2011 : « Le changement démographique (au Maghreb et au Machrek) entraîne la transition démocratique »<sup>1</sup>.

Certes, les organisateurs du Colloque nous ont expliqué que si la manifestation avait lieu au Maroc, et à Meknès plus particulièrement, cette localisation résultait des opportunités

---

<sup>1</sup> Entretien de Y. Courbage publié dans le supplément « Économie » du journal « *Le Monde* », en date du 8 février 2011.

bien comprises d'une coopération interuniversitaire établie entre la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Meknès et l'Université François-Rabelais de Tours. Toutefois, si l'on dépasse l'image certainement désormais obsolète que je viens de rappeler très schématiquement de la démographie marocaine, le choix du Maroc pour tenir un Colloque sur le vieillissement dans les pays du Sud trouve aisément sa justification. Le pays, en effet, s'il a enregistré tardivement (comparativement à d'autres pays arabes) une réduction de sa fécondité, en a connu une particulièrement brutale, puisque son indice synthétique de fécondité a chuté de 7 à 2,3 entre 1960 et 2007 ! Or, nombreux sont les travaux réalisés dans différents pays du Sud à avoir montré que la vitesse à laquelle se produisait la baisse de la fécondité était l'une des causes fondamentales non seulement du vieillissement dans ces pays-là, mais aussi, et surtout, du rythme auquel il se produisait. La rapidité du vieillissement dans ces pays serait donc pour partie liée à la rapidité de la baisse de la fécondité, mettant ainsi en évidence un processus qui n'est pas la simple reproduction de ce qui est advenu dans les pays du Nord.

Pourtant, même si le vieillissement commence désormais à être lisible dans les statistiques démographiques de nombreux pays du Sud, comme plusieurs communications ne manqueront pas de le montrer, force est de constater que les « décideurs » du Sud sont encore loin d'avoir une véritable conscience de ce processus en cours, de sa vigueur et, surtout, des conséquences économiques et sociales qu'il porte en germe. Si je me réfère à quelques expériences personnelles, j'ai ainsi pu constater, en interrogeant il y a une dizaine d'années des responsables de la haute administration tunisienne ou marocaine dans les domaines de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, leur très faible réceptivité aux problèmes induits par le vieillissement de la population du pays où ils exerçaient leur responsabilité. Que j'évoque avec eux la politique d'habitat, l'adaptation architecturale des logements, les questions de mobilité et de transport, d'accessibilité aux bâtiments et transports publics, la programmation des structures de soins, la formation des personnels de santé compétents, sans parler évidemment de problèmes aussi « lourds » que le système de retraites, les soins à domicile, le financement de la dépendance, etc., me valait au mieux un sourire poli, avant que, suite à mon insistance, on me fasse savoir, avec une pointe d'irritation, que ces sujets, ces problèmes, certainement tout à fait pertinents dans des « vieux pays », désormais pays de vieux, et dans des pays riches, n'avaient aucun sens dans des « pays jeunes » qui, en outre, avec leurs moyens financiers limités, avaient bien d'autres priorités à satisfaire que celles liées au vieillissement. De toute manière, ajoutait-on, dans « nos » sociétés (arabomusulmanes, je suppose), les enfants ne laisseront jamais tomber leurs vieux parents et les prendront en charge...

Même si ce constat est déjà ancien, et s'il peut paraître excessif et, donc, nécessiter qu'on le nuance, en considérant par exemple que ce ne seraient plus désormais tous les responsables qui partageraient une telle attitude, mais une assez large majorité d'entre eux, force est de constater que, malgré tout, la thématique du vieillissement dans les pays du Sud est d'abord une « invention », au sens de création, de la recherche – et des chercheurs, du Nord comme du Sud. Il convient donc d'être redevables à ceux qui, dans cette corporation, ont fait œuvre de pionniers, dans différentes disciplines et en utilisant les méthodologies propres à chacune. Et c'est parce que ces pionniers ont permis que s'élargisse assez rapidement le cercle des spécialistes que, les travaux se multipliant et s'affinant, la thématique est devenue légitime, au point que certains organismes de recherche, tels le CEPED en France, sont parvenus à la constituer et à l'afficher comme un programme propre de recherche. Du fait d'une production scientifique en rapide croissance et couvrant un nombre sans cesse accru de pays du Sud, de l'intérêt porté au thème par des disciplines de plus en plus nombreuses qui, du fait de leurs spécificités, ont abordé le sujet sous des éclairages

extrêmement diversifiés, nous disposons désormais de résultats suffisamment nombreux et solides, quelles qu'en soient par ailleurs les limites, pour que se justifie l'organisation d'une manifestation scientifique telle que celle à laquelle vous avez accepté de participer et qui est, si mes informations sont exactes, la première en langue française sur la thématique affichée.

Malgré ces progrès incontestables, l'honnêteté oblige à reconnaître qu'il y a encore beaucoup de travail à faire sur les sociétés du Sud pour mieux comprendre le processus même de leur vieillissement, observer et interpréter ses conséquences et effets immédiats et, plus encore, pour envisager les effets futurs et esquisser la manière de répondre aux principaux problèmes qui ne manqueront pas de se poser aux vieux, à leurs familles, aux organismes et institutions en charge de leur accueil et/ou de leurs soins, ainsi que, *in fine*, aux États. Cette situation justifie tout à fait que, comme le proposait le texte d'appel à communications du Colloque, les trois objectifs principaux de cette manifestation soient : l'enrichissement des connaissances ; l'approfondissement des réflexions ; le renouvellement des questionnements (autrement dit la révision ou l'inflexion des problématiques). Dans la mesure où je ne suis spécialiste ni de démographie ni du vieillissement, je laisserai aux orateurs qui vont me succéder le soin de décliner plus précisément les principaux éléments constitutifs, aujourd'hui, de cette problématique, et je me contenterai d'insister sur l'impérieuse nécessité d'une systématisation de la pluridisciplinarité – quelque chose qui est souvent énoncé, mais qui n'est que précautionneusement mis en œuvre dans le champ de l'étude des populations -, ainsi que sur l'intérêt que représentent les comparaisons, à quelque échelle qu'elles soient entreprises. Mais ceux qui se sont déjà engagés dans cette voie le savent, les analyses comparatives sont infiniment plus complexes à concevoir et à réaliser qu'on ne le croit souvent, dès lors que le chercheur ne veut pas se contenter d'une juxtaposition de monographies et d'un croisement simplificateur des données recueillies.

Au-delà des aspects scientifiques affichés qu'il énonce, aspects naturellement primordiaux, un Colloque tel que celui-ci devrait aussi permettre à la communauté des chercheurs d'insister sur le fait que le vieillissement est un nouvel enjeu, un nouveau défi de société, après celui qu'a constitué, et que constitue encore en certains pays, celui de la maîtrise de la fécondité. Les dimensions principales que revêt cet enjeu sont économiques et sociales, parce que la forte augmentation du nombre des personnes âgées, qui sera inéluctablement suivie de celle du nombre des personnes très âgées, a un coût considérable qui pèsera à la fois sur les revenus des individus et ménages âgés, sur ceux de leurs familles et sur le budget des États. En outre, compte tenu de la vitesse auquel se produit, dans les pays du Sud, le processus de vieillissement, il y a véritablement urgence à prendre conscience de cet enjeu, à en estimer les effets et à envisager des réponses, parce que celles-ci nécessitent le plus souvent une mise en œuvre sur le temps long : que l'on songe, par exemple, aux investissements dans les structures d'accueil médicalisées ou à la formation des personnels spécialisés susceptibles d'apporter des soins aux personnes âgées, que ce soit à domicile ou en institution... En bref, la question de la prise en charge des nouveaux besoins induits par le nombre rapidement croissant de personnes âgées est un véritable problème politique, qui devrait conduire chaque État concerné à compléter, infléchir, voire (dans certains cas) à construire de toutes pièces une politique publique qui prenne en compte ce phénomène et lui apporte des réponses socialement acceptables.

Or, quand on observe ce qui se passe aujourd'hui dans les pays « riches », par exemple dans les pays européens, on ne peut manquer de constater qu'ils sont confrontés à de grandes difficultés, lesquelles peuvent générer des tensions sociales considérables (réforme des retraites, prise en charge de la dépendance, etc.), dès lors qu'ils doivent « adapter » l'action publique pour lui permettre d'améliorer les réponses qu'il convient d'apporter au vieillissement accentué des populations. À vrai dire, « adapter » est un verbe qui, en

l'occurrence, est trop faible, puisque, bien souvent, les réflexions engagées et les réformes entreprises vont plus dans le sens d'une refonte en profondeur de l'action publique que dans celui de son inflexion à la marge.

Il me semble alors, et je conclurai sur ce point si vous me le permettez, que la communauté scientifique en général, mais tout particulièrement celle des pays du Sud, a un rôle essentiel à jouer pour sensibiliser les pouvoirs publics des différents États à la nécessité d'une réflexion en profondeur sur les effets et les coûts du vieillissement dans leur pays. Il lui appartient aussi de les convaincre qu'il y a urgence à engager dès maintenant la mise en œuvre de réponses aux problèmes posés. Car il y a aujourd'hui dans la plupart des pays du Sud ce que l'on peut appeler une « fenêtre d'opportunité » puisque, comme l'indique Gilles Pison<sup>2</sup>, « la chute de la fécondité [dans ces pays] a fortement réduit la part des jeunes, sans que la part des personnes âgées n'ait, pour l'instant [encore], beaucoup augmenté ». Et, parce que cette opportunité ne devrait durer que quelques décennies, Gilles Pison invite les gouvernants à « anticiper le vieillissement ». Je ne peux que reprendre cette invite, considérant en effet que nous avons tous, chercheurs en sciences sociales, un rôle à jouer pour convaincre les pouvoirs publics des différents pays du Sud d'anticiper, effectivement. La tâche est ardue, puisque nous savons bien que le politique opposera à cette demande la nécessité dans laquelle il se trouve de répondre d'abord à d'autres priorités, plus immédiates, et son manque de moyens. Mais s'atteler à cette tâche ne relève-t-il pas, en fin de compte, de la responsabilité sociale de la communauté scientifique ?

---

<sup>2</sup> Gilles Pison, « Le vieillissement démographique sera plus rapide au Sud qu'au Nord », *Population et Sociétés* n° 457, juin 2009.

# Perspectives du vieillissement démographique au sud de la Méditerranée

## Aspects démographiques et socio-économiques. Réalités et phantasmes

**Youssef COURBAGE**  
Directeur de recherche, INED  
France

Dans ma présentation, je cherche à montrer à la lumière des données démographiques les plus récentes, que le phénomène du vieillissement démographique dans les pays du Sud est certes une réalité inéluctable à l'horizon des prochaines décennies, mais que ses conséquences néfastes sont largement surestimées et pèsent peu au vu des bénéfices attendus de la transition démographique.

Les projections démographiques récentes, quelles que soient leurs sources (nationales, onusiennes, américaines ou celles de la Banque mondiale ou de chercheurs individuels), remettent désormais toutes en question l'image de croissance explosive, longtemps attachée aux populations arabes ou musulmanes des pays de la rive Sud de la Méditerranée. Elles montrent que la transition de la fécondité est bien engagée, que les indices convergent avec ceux du Nord. Certes les performances ne sont pas rigoureusement les mêmes : les pays du Maghreb, Tunisie et Maroc sont plus avancés que certains pays du Proche-Orient comme l'Égypte, la Syrie ou le Maroc. Des inversions remarquables sont cependant à signaler entre le Sud et le Nord: la fécondité de pays comme le Liban (1,6), l'Iran (1,8) ou la Tunisie (2,05) sont plus basse ou équivalentes à celle de la France : 2,02 enfants par femme. Ces résultats remarquables sont principalement le fruit de la montée de l'instruction et de l'érosion de l'analphabétisme, d'abord chez les jeunes garçons assez tôt suivis par les filles. Or, l'instruction est de très loin le déterminant social le plus efficace de la transition de la fécondité.

### **1. Le vieillissement est-il un problème ? Oui, si seule la démographie est considérée**

On peut broder à l'infini sur le concept de vieillissement et sur la limite d'âge qui nous fait basculer d'adulte à « vieux » ou plus pudiquement à « personne âgée ». La limite de 60 ans paraît trop basse. De surcroît les progrès dans l'amélioration de la quantité et surtout de la qualité de vie au-delà de 60 ans inciteraient à repousser plus loin cette limite. L'âge de 65 ans semble être le compromis minimal.

Si la rive sud de la Méditerranée va de plus en plus ressembler à la rive nord, ceci portera aussi sur le phénomène du vieillissement et ses effets désastreux. La croissance des 65

ans et plus dans les 4 prochaines décennies sera phénoménale: une multiplication par 3 fois au moins (Liban), 4 à 7 dans les cas les plus sévères (Libye, Palestine, Syrie). Dans la rive Nord, entretemps la population âgée n'aura que doublé en valeurs absolues.

De moins de 5%, les 65 ans et plus dépasseront 15%, parfois 20% (Tunisie, Liban). Il y aura donc une forte convergence avec le Nord: 28% en moyenne de 65 ans et plus. Mais l'indice le plus critique est le taux d'accroissement des 65 ans et plus. Dans les prochaines décennies, l'on n'aura pas d'«explosion démographique» ou de «baby boom» comme dans les années 60 mais un «grey boom» (explosion grise). Rarement moins de 3% de taux d'accroissement annuel, plutôt 4%, parfois 5 à 6% (Syrie, Palestine) pour les pays où la transition démographique a le moins avancé.

## **2. Non, si les facteurs extra-démographiques sont pris en compte**

La famille restera le principal pourvoyeur de biens et services pour pourvoir aux besoins des personnes âgées :-ménages étendus, multi-générationnels-ménages nucléaires amis avec une proximité résidentielle (ménages pseudo nucléaires) -rencontres fréquentes avec les enfants sur base journalière, hebdomadaire ou mensuelle-transferts en argent ou en nature. La famille restera l'institution privilégiée pour répondre aux besoins des personnes âgées ; une différence profonde entre les rives nord et sud. Il ne s'agit pas seulement d'une question de stade de développement, de niveau de vie. Il s'agit aussi d'une donnée anthropologique et culturelle profondément inscrite dans l'inconscient des populations. On notera à ce propos que les pays arabes malgré des écarts énormes dans leurs indicateurs de développement ressemblent par cette donnée anthropologique fondamentale aux pays d'Extrême-Orient où les très fortes avancées économiques et socioculturelles n'ont pas entamé sérieusement les constituants de la solidarité intergénérationnelle et de l'assistance aux personnes âgées.

## **3. Les bénéfices attendus de la nouvelle démographie du sud de la Méditerranée**

On les appelle «Fenêtre démographique d'opportunités» ou «bonus démographique»: une proportion plus élevée de la population sera en activité, donc une forte potentialité pour augmenter l'emploi productif, l'accumulation du capital et le PIB.

Autre conséquence : l'inversion de sens des courants migratoires. Le principal motif d'émigration est le manque d'emplois ou d'emplois correctement rémunérés, dans un contexte d'accroissement rapide des demandeurs d'emploi. La décélération de ces demandeurs aura un impact sur la migration internationale: moins de motivation pour un Maghrébin ou un Turc à émigrer en Europe.

La transition démographique contribuera à l'accélération du processus de modernisation: démographique (coût d'opportunité d'un enfant additionnel pour les femmes actives), sociale (sortie des femmes du giron familial) et politique (entrée dans la force de travail précède leur entrée dans la sphère politique). On anticipe une augmentation d'au moins 50% des taux d'activité féminins à l'horizon 2050.

Les entrées nettes sur le marché de l'emploi présenteront dès cette décennie un aspect moins menaçant pour les équilibres économiques et politiques, avec la décélération des demandeurs d'emploi au fil des années.

Prenant de cours ce vieillissement dont les effets délétères sont exagérés, la modification de la structure par âge se traduira par des opportunités accrues dans le domaine

économique. La productivité du travail sera la principale bénéficiaire du passage de la quantité à la qualité. Chaque enfant, une fois entré dans la population active aura la capacité de transférer plus en argent ou en nature à ses parents vieillissants, limitant ainsi l'impact du vieillissement (ainsi qu'il a été démontré dans les cas de l'Asie (Thaïlande), où la transition démographique a été plus précoce que dans la rive Sud de la Méditerranée). Une simulation effectuée sur le Maroc avait montré la résistance de la solidarité intergénérationnelle à la baisse de la fécondité.

Le ralentissement des investissements démographiques par rapport aux investissements économiques, permettra d'élargir la sphère productive et la création d'emplois. En outre, le secteur de l'éducation, moins malmené par les formidables arrivées à l'âge d'accès à l'enseignement primaire, les 6-7 ans pouvant croître au rythme infernal de 4% par an, profitera de la baisse de pression, permettant l'allongement de la durée des études et l'amélioration de leur qualité.

La baisse du taux de natalité signifie à terme la croissance des segments d'âge de la population à plus forte propension à épargner, ce qui augmente le taux national d'épargne. La transition démographique se traduira aussi par une diminution de la répartition du revenu national entre catégories sociales.

En conclusion, la transition démographique comporte indubitablement des facteurs de risque, le vieillissement démographique étant l'un des plus sérieux. Cependant, il faut être conscient du fait que ses avantages dépasseront largement ses inconvénients.

## **Diaporama de présentation**



# Le vieillissement du Nord au Sud Entre continuités et discordances

**Michel LORIAUX**

Professeur émérite, Université Catholique de Louvain-La-Neuve  
Belgique

## **Le vieillissement démographique : une révélation occidentale**

Le vieillissement est un sujet qui peut se décliner de multiples façons, à commencer par la distinction fondamentale entre le vieillissement individuel, celui qui nous fait peur à tous, surtout lorsque nous avons pris conscience de notre avancée en âge, et le vieillissement collectif, qui n'est pas seulement la sommation de tous les vieillissements individuels, mais qui est aussi une caractéristique attachée aux groupes et aux sociétés humaines. Et sous cet intitulé, il faudrait encore distinguer le vieillissement démographique, celui des populations par rapport au vieillissement sociétal qui englobe le vieillissement démographique.

Ceci peut paraître évident, voire même trivial, mais en réalité c'est une distinction qui est souvent mal comprise et qui peut être à l'origine de beaucoup de malentendus. Et c'est d'ailleurs bien ce qui s'est produit historiquement. Alors que le vieillissement, au sens physiologique ou biologique du terme, existe depuis toujours, chez nos ancêtres préhistoriques comme chez nos contemporains, on sait que le vieillissement démographique est pour sa part une révélation des temps modernes, et plus spécialement de la révolution (transition) démographique occidentale depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Ceux d'entre vous qui sont démographes savent certainement que l'invention du concept de vieillissement démographique a été l'œuvre du grand démographe français Alfred Sauvy qui a utilisé pour la première fois ce terme de vieillissement démographique en 1928<sup>1</sup> On pourrait même dire seulement à partir de 1928, alors que la grande révolution de la fécondité et de la mortalité était déjà à l'œuvre depuis des décennies. En fait, le vieillissement démographique n'était qu'une simple transformation du rapport entre les générations jeunes et les générations âgées, en donnant à ces dernières une importance accrue par rapport aux premières.

Mais la question qui se pose est de savoir pourquoi A Sauvy a utilisé ce terme de vieillissement pour désigner un simple ratio ou un pourcentage, alors qu'il aurait pu utiliser une expression plus neutre, ou plus éloignée du sens courant et populaire, ou plus scientifique comme certains parlent parfois de géronto-croissance.

Je n'en suis pas sûr, mais j'ai souvent formulé l'hypothèse que Sauvy a utilisé ce terme de vieillissement parce qu'il savait qu'il véhiculait une charge émotionnelle importante et qu'il suscitait la peur, celle de vieillir et dans la foulée de mourir.

---

<sup>1</sup> Bourdelais Patrice, Le nouvel âge de la vieillesse : histoire du vieillissement de la population, Odile Jacob, 1993, p. 383.

Or, il considérait que le vieillissement qu'il avait identifié constituait une évolution néfaste pour les populations condamnées à voir leurs jeunes membres, pleins d'ardeurs et de puissance remplacés de plus en plus par des cohortes de vieux, en plein processus de dégénérescence, autant physique qu'intellectuelle, et même morale. La comparaison s'imposait naturellement : si le vieillissement individuel fait peur, il fallait donc que le vieillissement collectif suscite le même effroi.

Vous vous souviendrez peut-être de cette célèbre phrase attribuée à Sauvy, « le vieillissement ce sont de vieilles personnes qui ruminent de vieilles idées dans de vieilles maisons ».

Le verdict était implacable : les populations vieillissantes sont condamnées à la dégénérescence et même à la disparition pure et simple – toujours l'analogie avec la mort – par manque de créativité, de dynamisme et de cohésion sociale.

### **Un changement de paradigme bienvenu : la révolution grise**

Et il ne s'agit pas d'idées révolues qui relèvent de l'histoire passée, mais de thèses qui sont toujours bien vivantes et qui sont régulièrement réactivées, pas seulement par quelques admirateurs attardés du génie de Sauvy (rappelons en passant qu'il a aussi été l'inventeur d'un autre fameux concept, celui de Tiers Monde), mais par des experts et des spécialistes, de l'économie notamment, qui ont l'écoute des agences internationales et des gouvernements et qui continuent à penser que le vieillissement démographique doit être combattu par tous les moyens et notamment par des politiques de population vigoureuses.

Malheureusement, on sait que ces politiques, au départ principalement natalistes et migratoires n'ont pas donné les résultats escomptés dans les pays développés et qu'elles ont même été parfois contre-productives, ou qu'elles se heurtent à des obstacles insurmontables, comme la faible propension des couples modernes à se reproduire, au-delà d'un nombre limité d'enfants (souvent un seul, ou deux au maximum) ou l'aversion des gouvernements européens pour l'immigration et l'accueil des populations étrangères.

Aujourd'hui, les débats font donc toujours rage entre adversaires et partisans du vieillissement. Mais comment peut-on être partisan du vieillissement se demanderont certains esprits critiques qui ne voient pas les raisons de ne pas encourager la croissance démographique ? Moi-même, j'avoue avoir été au début de ma carrière un admirateur – ou au moins un supporter – des théories de Sauvy. Mais progressivement et à l'occasion d'un rapport sur la politique de population dans mon pays, j'ai été amené à réviser mes positions et à proposer dès les années 80 un nouveau concept ou un nouveau paradigme : celui de la révolution grise<sup>2</sup>. L'idée était simple : puisque la transition démographique s'accompagne non seulement d'une diminution de la fécondité qui a été le premier facteur historique du vieillissement, mais aussi d'un recul massif de la mortalité, pourquoi ne pas considérer cette évolution comme un immense progrès individuel et social plutôt que comme une catastrophe collective ?

Si ce sont les jeunes enfants qui ont été les premiers à bénéficier des progrès de la lutte contre la mortalité, on sait que dorénavant, au moins dans les pays occidentaux, on a atteint des seuils pratiquement incompressibles en mortalité infantile et juvénile, mais que les progrès de l'espérance de vie continuent à un rythme soutenu parce qu'ils profitent dorénavant principalement aux personnes âgées.

---

<sup>2</sup> Michel Loriaux, Dominique Remy, Eric Vilquin (Eds), *Populations âgées et révolution grise. Les hommes et les sociétés face à leurs vieillissements*, Actes du Colloque Chaire Quetelet '86, CIACO, 1990, 1118 pp.

Alors, pourquoi se priver d'un tel avantage, celui de pouvoir gagner des années sur la mort, ce qui a été pendant des siècles et des millénaires une des grandes aspirations de l'humanité. L'immortalité n'est pas encore à l'horizon mais on s'en est rapproché significativement par rapport en tout cas aux faibles scores enregistrés durant les siècles précédant la grande révolution épidémiologique.

A condition ajouteront avec pertinence certains, que les années de vie gagnées soient des années de qualité, sans incapacités majeures. Cela va de soi, et les épidémiologistes et les médecins de manière générale, même s'ils sont encore partagés sur ce point, tendent quand même à penser que c'est bien le cas, et que l'espérance de vie en bonne santé tend à progresser au moins aussi vite que l'espérance de vie générale, malgré l'accentuation des maladies dégénératives du vieillissement au fur et à mesure de l'avancée en âge (qui peut parfois faire penser le contraire).

Mon propos n'est donc pas de nier les réels problèmes que peut entraîner le vieillissement des populations, aussi bien en termes de santé publique que de financement des dépenses de protection sociale ou d'hébergement des personnes âgées qui ont perdu leur autonomie. Il n'est pas non plus de nier les enjeux que soulèvent le vieillissement à un niveau plus global, celui des relations entre les générations.

### **Les populations vieillissantes peuvent être mieux adaptées aux mutations sociétales**

Mais c'est une chose de reconnaître ces difficultés de gestion des sociétés vieillissantes et c'en est une autre d'admettre qu'il existe aussi de nombreux aspects positifs et que les populations vieillissantes sont probablement mieux adaptées aux transformations de nos sociétés technologiques qu'elles ne l'étaient à une époque où le nombre des hommes et leurs forces physiques constituaient certainement une des principales richesses des nations.

Les sociétés ont changé et le capital humain aussi. Même l'âge de la vieillesse est devenu un concept ambigu et nos critères traditionnels ont volé en éclat, au point qu'on peut se demander si nos perspectives démographiques traditionnelles ont encore un sens dans la mesure où elles reposent sur des critères d'âge de la vieillesse qui sont devenus obsolètes (sinon par rapport à l'emploi et à l'âge légal de la retraite, au moins par rapport aux attributs physiques, économiques, sociaux, ou culturels des individus vieillissants), le "senior" d'aujourd'hui n'ayant en effet plus grand-chose en commun avec le "vieillard" d'autrefois.

Mais il y a d'autres raisons de penser que les populations vieillissantes sont bien adaptées à l'évolution des sociétés avancées de troisième type basées sur le progrès technologique et la communication.

Les crises multiples auxquelles ces sociétés sont confrontées de plus en plus, qu'il s'agisse de crises financières, économiques, ou environnementales, nous incitent à réviser complètement le modèle capitaliste dominant basé sur l'économie libérale de marché, l'accumulation des richesses et l'exploitation abusive des ressources naturelles, et à évoluer vers des sociétés moins consuméristes, moins dilapidées des ressources naturelles, plus respectueuses de la planète et des espèces, mais aussi et surtout plus équitables et plus solidaires.

Il est peut-être politiquement trop tôt pour s'engager résolument dans la voie de la décroissance, mais il serait au moins raisonnable, vu les enjeux écologiques de limiter les dérives de la croissance économique à tout prix, celle qui génère les inégalités entre les nations et les hommes et qui dilapide l'héritage des générations futures.

Le développement social et durable est condamné à rester un beau concept onusien, aussi hypocrite qu'inefficace, si nos modes d'organisation sociétale ne sont pas profondément remis en question. Et le vieillissement doit faire partie de ce renouveau de la réflexion globale sur notre avenir, autant planétaire qu'individuel. Ce que j'ai appelé notre entrée dans l'ère de la gèritude ne se fera pas sans souffrances, ni sacrifices. Nos sociétés n'accoucheront pas sans dégât de leur vieillissement, si elles ne perçoivent pas l'intégration profonde de ce phénomène et sa congruence par rapport aux autres grandes dimensions sociétales et aux mutations que nous imposent des contraintes environnementales de plus en plus lourdes.

### **Émergence des sociétés multigénérationnelles : de nouveaux enjeux sociétaux**

La vraie question et la plus préoccupante est sans doute celle des relations entre les générations dans la mesure où les sociétés vieillissantes sont aussi et d'abord des sociétés multigénérationnelles – et je pourrais ajouter multiculturelle ou multi-ethnique – comme elles ne l'ont jamais été dans le passé. Le brassage des âges et des cultures a augmenté à ce point la diversité et les sources de différenciation que ces sociétés sont devenues de plus en plus difficiles à gérer.

En cause, l'élargissement de l'échelle des âges, pratiquement de 0 à 100 ans, mais aussi surtout l'accélération de l'histoire qui a provoqué l'émergence de générations qui sont fortement différenciées par leurs valeurs, leurs besoins, leurs aspirations. Autrefois, des conflits pouvaient certes survenir entre les pères et les fils, les mères et les filles, mais ils partageaient les mêmes valeurs, les mêmes connaissances, les mêmes croyances, les mêmes pratiques productives. Aujourd'hui, le progrès technique, la vitesse de succession des événements historiques, la relativité des valeurs ont fait sauter en éclat cette belle uniformité et la coexistence pacifique de ces générations différentes est de plus en plus difficile à assurer. Voilà le premier défi des sociétés vieillissantes : maintenir une certaine cohésion sociale malgré ces divergences de représentations et de modes de vie, pour éviter les affrontements violents que certains auteurs prophétisent.

Ce ne sera pas forcément la guerre ouverte des générations, mais des formes atténuées, sous formes de manifestations, de pétitions, de grèves, de sabotages, de résistance passive. Au cœur des débats figurera comme toujours la question cruciale du partage du profit collectif et les gouvernements auront beaucoup de difficultés à arbitrer l'attribution des ressources entre des finalités contrastées, comme construire des crèches et des écoles ou des maisons de repos et des hôpitaux gériatriques.

Dans ces conditions, il y a fort à craindre que si les solidarités collectives ne sont pas fortement réactivées, dans un contexte où l'affirmation individualiste a tendance à prendre le dessus, l'histoire donnera raison à Sauvy et aux détracteurs du vieillissement contre ceux qu'on a parfois appelés – avec mépris – et je suis fier d'en faire partie – les laudateurs de la gèritude.

### **Les pays du Sud : un retard de transition démographique difficile à gérer**

Mais vous êtes en droit de me demander qu'en est-il des pays du Sud là-dedans et en quoi sont-ils éventuellement concernés par cette fameuse révolution grise ? Ne s'agit-il que d'une préoccupation de pays nantis qui passent plus de temps à se préoccuper de leurs vieux que de leurs jeunes ? Et on sait que la réponse a longtemps été oui, puisqu'on établissait une dichotomie entre d'une part les pays riches et vieillissants au Nord et de l'autre les pays pauvres et jeunes au Sud.

Mais on sait aussi que depuis plusieurs décennies la situation a beaucoup évolué et que les pays du Sud ont tous connu une phase de vieillissement, parfois il est vrai encore timide, dans la mesure où ils ont entamé à leur tour leur processus de transition démographique. Il est même intéressant de rappeler qu'il s'agit là d'un des rares exemples de loi absolue en sciences humaines, à savoir, si la fécondité baisse de façon durable, et si la mortalité diminue, les rapports entre les générations se modifient et le vieillissement s'installe.

Faut-il en conclure, que toutes les évolutions observées à l'occasion de la transition démographique occidentale vont également se produire au Sud, avec seulement un certain décalage chronologique ? Certainement pas, car il est évident que le contexte sociétal dans lequel se propage la transition démographique est déterminant et interfère profondément avec les conditions de transformation des populations.

Il faut toujours rappeler avec force que le système de population fait partie intégrante du système sociétal global et que les évolutions se réalisent à travers des jeux complexes d'interdépendances et d'interactions entre tous les éléments du système. Personnellement, j'ai souvent rappelé que j'étais plus inquiet des conséquences du vieillissement démographique dans les pays du Sud que des conséquences dans les pays du Nord (pour schématiser) et la raison en est assez évidente.

D'abord le fait que la transition du Sud a été menée à marche forcée tandis que celle du Nord a été plus lente, et surtout plus endogène et mieux encadrée. Des aménagements d'organisation comme la mise en place des mutuelles et des systèmes de protection sociale n'ont pas été réalisés sans une référence aux changements démographiques et au vieillissement des populations.

Au Sud, le temps a été raccourci, parfois de moitié pour les mêmes résultats (75 ans au lieu de 150), et de plus le défi du vieillissement est intervenu en même temps que beaucoup d'autres défis : de l'éducation, de la santé, de l'emploi, de l'industrialisation, de l'urbanisation, de la pauvreté, etc. Il était normal que le problème le moins visible, statistiquement parlant, ne soit pas considéré comme prioritaire, d'autant plus que, pendant longtemps, une croyance a été entretenue pour des raisons culturelles et religieuses selon laquelle les fortes solidarités familiales des sociétés traditionnelles permettraient d'absorber le choc du vieillissement.

Aujourd'hui, cette croyance a été fortement ébranlée et les formules de remplacement ne paraissent pas très réalistes parce que leurs coûts sont hors de portée pour des sociétés dont le développement paraît problématique. C'est ici qu'apparaît toute l'importance de notre colloque.

### **Vieillir en Afrique : entre inquiétudes et espoirs**

Jusqu'ici peu d'attention a été donnée à ce que signifie « vieillir en Afrique ». Un immense travail d'observation reste à entreprendre pour mieux connaître le paysage social de la vieillesse et pour découvrir les caractéristiques et les conditions de vie des personnes âgées ; ce continent humain gris qui ressemble aux cartes d'Afrique d'autrefois quand les pays n'avaient pas encore été découverts et qu'ils étaient la proie des convoitises des colonisateurs.

Mais au-delà de l'observation, il convient dorénavant de réfléchir à des politiques d'intégration des personnes âgées dans le développement global pour qu'elles ne soient pas victimes de l'oubli. Autrement dit, elles ne doivent pas faire l'objet d'une double peine : celle d'être fragilisées à cause de leur âge, mais aussi d'être marginalisées et reléguées à la

périphérie de nos – de vos – sociétés. Car il faut comprendre que malgré sa montée en puissance le groupe des vieux est encore dans les pays du Sud numériquement assez faible, contrairement à ce qu'il est devenu dans les pays européens et il ne représente donc pas encore un potentiel de puissance politique susceptible d'agir sur son destin collectif comme les aînés peuvent le faire dans les pays européens à travers leurs réseaux d'associations et de groupes de pression.

En revanche, il ne vous aura pas échappé, comme à moi, que nous sommes à un moment exceptionnel de l'histoire mondiale, et plus particulièrement de l'histoire des pays du Sud où des générations jeunes, longtemps silencieuses et apparemment amorphes, sont en train de bousculer les tabous et de revendiquer leur droits à la liberté et à la dignité.

Et à mon sens, ce n'est pas par pur hasard que ces mouvements de libération des jeunes interviennent en même temps que les vieux montent en puissance et aspirent aussi à plus de reconnaissance et à plus de dignité.

Bien sûr, dans les pays du Sud, ils n'avaient pas forcément perdu leur rôle social d'ancien respectés et parfois vénérés, héritiers des modes d'organisation traditionnelle de la famille ou du clan mais on sait que des phénomènes comme l'exode rural, l'émigration des jeunes, la pauvreté monétaire, l'inhospitalité des villes ont souvent fortement érodé le socle sur lequel reposaient leur pouvoir et leur reconnaissance sociale.

Aujourd'hui les conditions d'un affrontement entre générations sont donc peut-être potentiellement présentes, mais je pense que le risque que cet affrontement se produise concrètement est moins grand au Sud qu'au Nord, parce que les conditions objectives qui entourent la répartition des ressources sont très différentes. La colère des jeunes n'est pas tournée contre les vieux, mais plutôt contre leurs dirigeants qui n'ont pas entendu leurs plaintes et contre un monde occidental égoïste et exploiteur qui a creusé le fossé entre les nations.

Mesdames et messieurs les participants, vous êtes réunis ici pour relever ce nouveau défi des populations vieillissantes au Sud et vos travaux attestent que ce mouvement est dorénavant irréversible. Il y a une trentaine d'années, j'ai imaginé lancer le mot d'ordre de la révolution grise dans les pays européens. Mais même si depuis lors beaucoup de choses ont changé, par exemple avec l'incitation au vieillissement actif et à la solidarité des générations prônée par les nations Unies, des ombres menaçantes se profilent toujours au dessus de nos têtes, qu'il s'agisse des discriminations dans l'emploi des travailleurs âgés, des coupes sombres dans les budgets de protection sociale ou des incitations à la désolidarisation des jeunes par rapport aux vieux. Et la récente crise financière et économique n'a fait qu'exacerber ces tensions et fragiliser la cohésion sociale. La fracture sociale déjà très forte se double dorénavant d'une fracture générationnelle qui accentue tous les clivages.

Alors, je voudrais formuler un vœu : que la révolution grise que j'avais espérée voir se réaliser à l'Ouest, et dont je commence à douter du succès, soit transférée dorénavant au Sud où les plus grands enjeux planétaires se présentent. C'est une grande responsabilité que je vous convie à assumer, parce tout ou presque sera à inventer ou à réinventer et personne ne peut prévoir aujourd'hui quel nouveau modèle d'organisation l'emportera demain. Espérons seulement qu'il soit à la hauteur de nos aspirations.

Alors, vive la révolution grise.